

# Forum sur le Financement du Terrorisme



**Financement du terrorisme:**  
*Analyse juridique du dispositif  
international de lutte*  
*Sources, typologies & canaux de  
circulation*

Mariame I. TOURE  
Consultante en finance criminelle,  
Tél. +33 6 60 20 24 67, Courriel: mit62002@yahoo.fr

**Dakar, 18 décembre 2008**

## Attentats terroristes

- 1998: Dar es-Lam & Nairoby
- 2001: New York

## Moyens mis en commun

Mandat des structures internationales de LBC étendu au financement du terrorisme

## Objectifs

**Remonter jusqu'aux terroristes ou ceux qui les soutiennent**

- Compliciter la tâche des financiers du terroriste
- Prévenir la commission d'attentats
- Profilage financier des organisations terroristes

## Stratégie de la lutte contre le financement du terrorisme

Identification des sources de financement

Connaissance des canaux de circulation des fonds

Répression

## ASSEMBLEE GENERALE

- Convention pour la répression du financement du terrorisme de 1999

## CONSEIL DE SECURITE

Résolution 1267 visant le régime des Talibans  
Résolutions 1373 visant à priver les réseaux terroristes de soutien financier & logistique

## SECRETARIAT GENERAL

Recommandation pour une stratégie tripartite en 2001  
Recommandations pour une stratégie anti-terroriste mondiale en 2006

L'acte **terroriste** se définit comme étant:

- Un acte destiné à tuer ou blesser grièvement une personne qui ne participe pas directement à un conflit armé afin d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.
- Commettre un des actes énumérés dans l'annexe à la convention.

*(art.2 de la convention pour la répression du financement du terrorisme)*

- L'infraction de **financement du terrorisme** peut se définir comme étant le fait de fournir ou de collecter des fonds, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, illicitement et intentionnellement, dans l'intention de les voir utilisés ou en sachant qu'ils seront utilisés, en tout ou partie, en vue de commettre tout acte relevant du champs d'application des instruments internationaux.

*(art. 1er de la 3ème Directive Européenne)*

## RECOMMANDATIONS SPECIALES

- Ratification et mise en œuvre des instruments des Nations Unies
- Incrimination du financement du terrorisme et du blanchiment de capitaux commis dans le cadre des activités terroristes
- Gel et confiscation des biens des terroristes
- Déclaration des transactions suspectes liées au terrorisme
- Coopération internationale
- Remise de fonds alternative
- Virements électroniques
- Organismes à but non lucratif
- Passeurs de fonds

**Qui  
completent**

## QUARANTE RECOMMANDATIONS

### **Systemes juridiques: R1 à R3**

- Champ d'application de l'infraction de blanchiment
- Mesures provisoires de confiscation

### **Mesures à prendre par les assujettis pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme: R4 à R25**

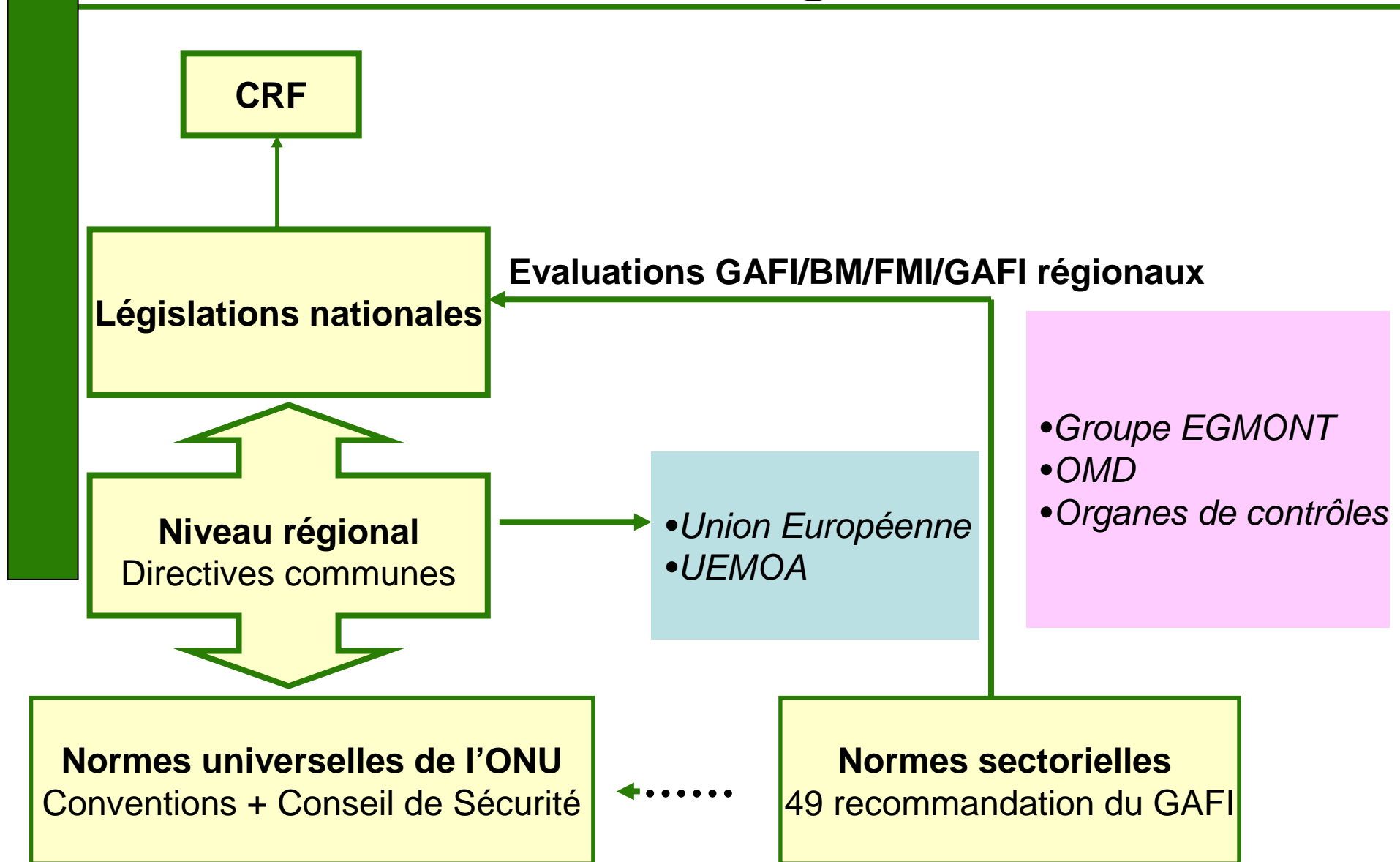
- Diligence, vigilance, surveillance, DS

### **Mesures institutionnelles et autres mesures nécessaires dans les systèmes de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme: R26 à R40**

- Allocation des ressources par les autorités
- Transparence des personnes morales et constructions juridiques
- Coopération internationale
- Entraide Judiciaire et extradition

# Institutions Financières Internationales & Autres organes

5



# Les 3 piliers du régime anti-financement du terrorisme

6

## Prévention



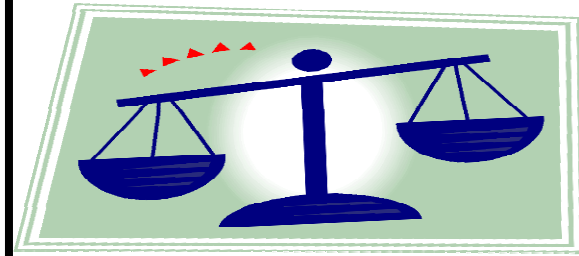
- Due diligence pour toutes les opérations
- Règles de KYC: Know Your Customer
- Identification des clients et des ayants droit économique
- Filtrage des flux financiers
- Archivage

## Détection



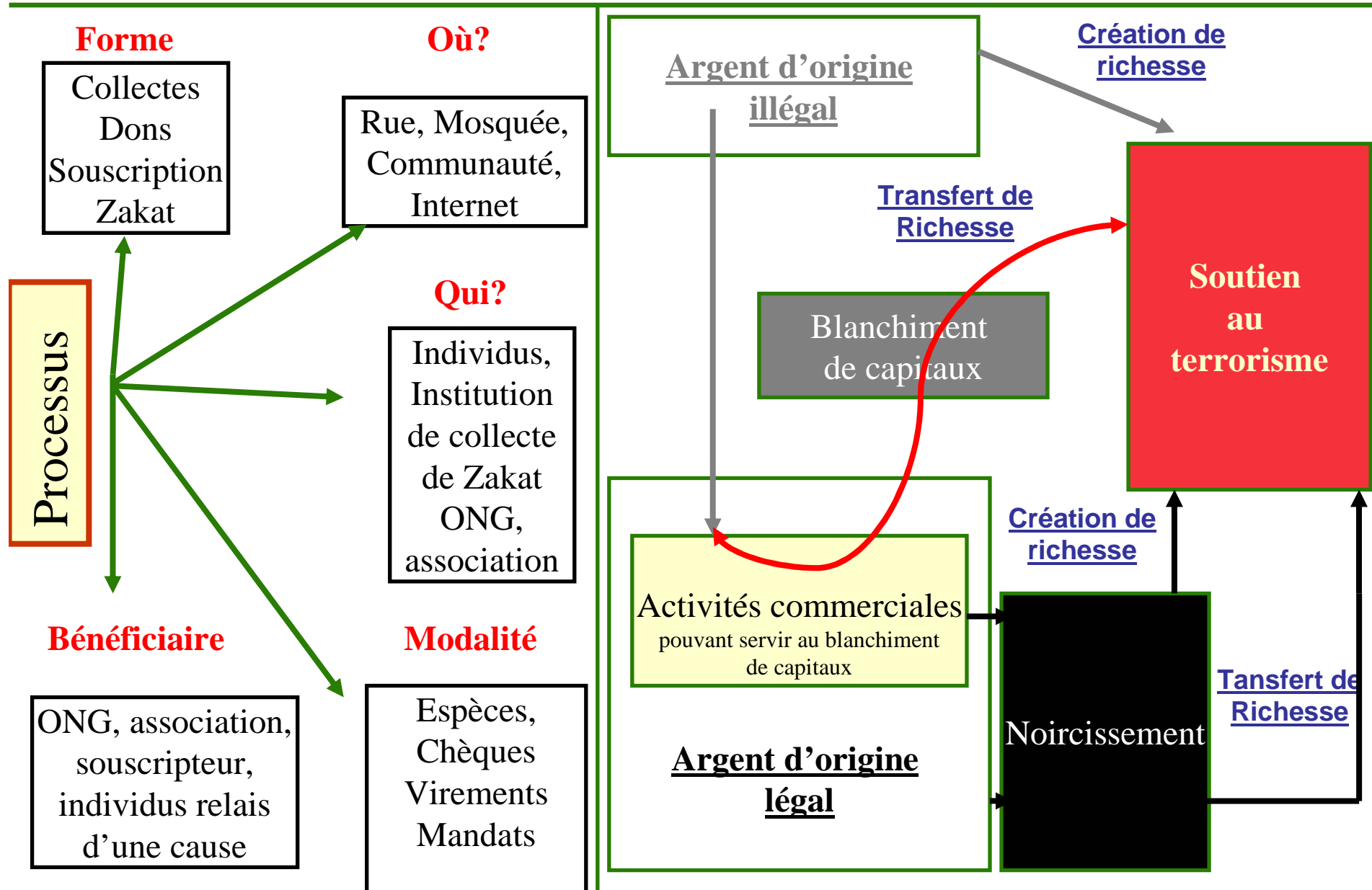
- Repérage des transactions sans fondements économiques
- Utilisation des comptes dormants
- Déclaration de soupçons à la Cellule de renseignement financier
- Gels des avoirs

## Répression



- Saisie & confiscation
- Mesures conservatoires
- Mécanismes de coopération internationale
- Extradition

# Sources & typologie & canaux de circulation



# Conclusions

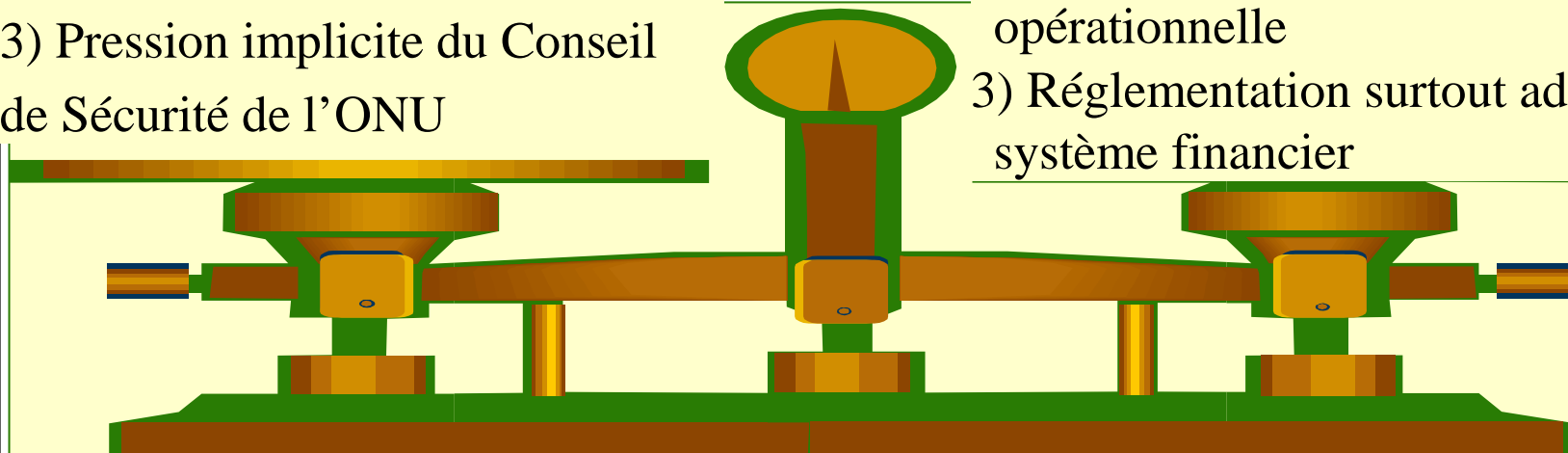
7

## Forces

- 1) Renforcement des moyens juridiques des Etats
- 2) Harmonisation des législations
- 3) Pression implicite du Conseil de Sécurité de l'ONU

## Faiblesses

- 1) Difficulté d'intercepter les flux financiers liés au terrorisme
- 2) Une législation plus formelle qu'opérationnelle
- 3) Réglementation surtout adaptée au système financier



## Quelques recommandations

- 1) Encourager & poursuivre les efforts de recherches
- 2) Travailler sur les véhicules financiers les moins régulés: Hedges funds, Paradis fiscaux
- 3) Encourager la culture de l'intelligence économique
- 4) Encourager une coopération entre les instances nationales de lutte contre le FT



# Forum sur le Financement du Terrorisme



## ONG & FINANCEMENT DU TERRORISME

Mariame I. TOURE  
Consultante en finance criminelle,  
Tél. +33 6 60 20 24 67, Courriel: mit62002@yahoo.fr

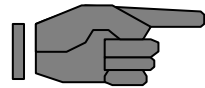
**Dakar, 19 décembre 2008**

# Problématique, enjeux & définition des OBNL

1

## Caractère hétérogène

- ▶ Fonction humanitaire
- ▶ Défenses des droits humains
- ▶ Taille petite, moyenne, grande



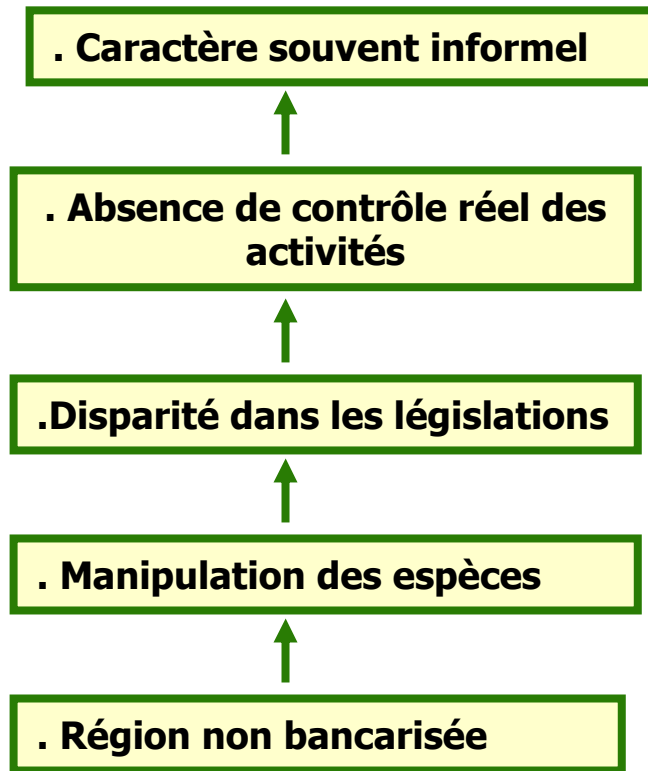
## Formes juridiques variables

- ▶ Associations, fondations
- ▶ Comités de collecte des fonds
- ▶ Organismes de services locaux
- ▶ Entreprises d'intérêts publics
- ▶ Institutions publiques de bienfaisance
- ▶ Organismes constitués en sociétés anonymes

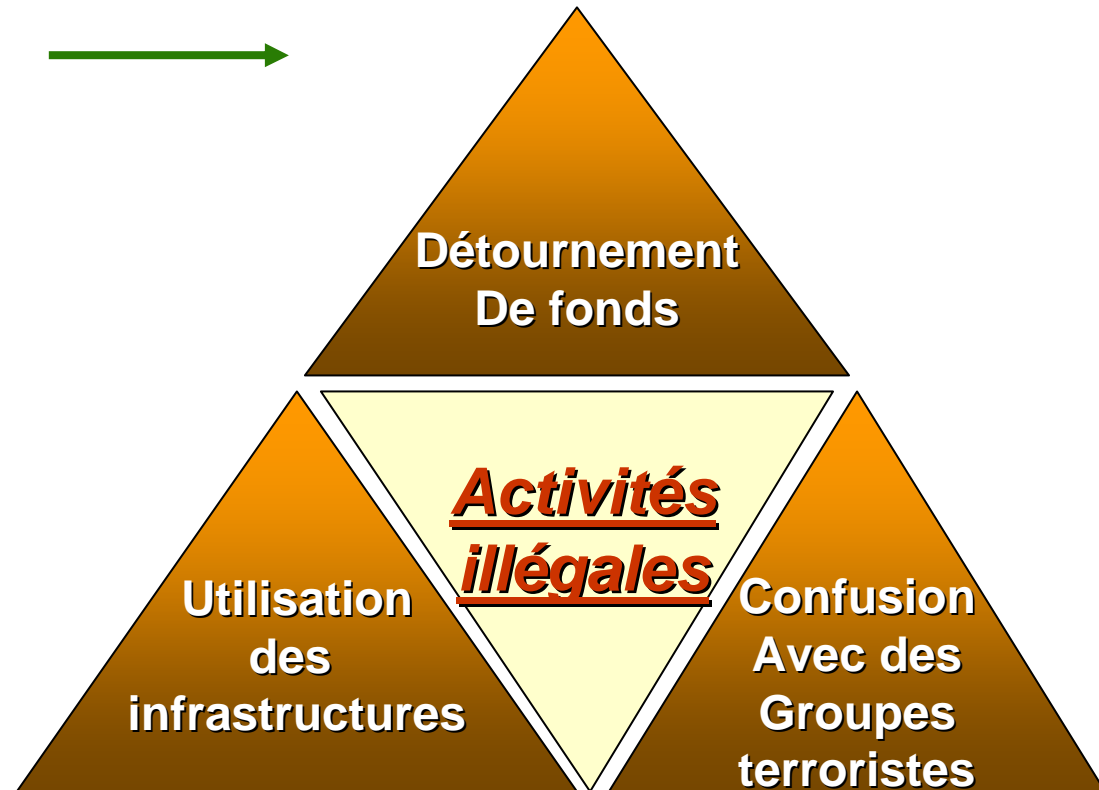
## Définition fonctionnelle du GAFI

Le terme **organisme à but non lucratif** ou **OBNL** désigne une entité juridique ou un organisme qui est impliqué « dans la collecte ou la distribution de fonds à des motifs caritatifs, religieux, culturels, éducatifs, sociaux ou confraternels, ou pour d'autres types de "bonnes œuvres". RS VIII du GAFI

## CARACTERISTIQUES



## CONSEQUENCES



✓ **Sources de financement du terrorisme** : Apport en espèces, Dons collectés, Compensation directe des produits et des charges, Vente de produits commerciales, Usages de faux

✓ **Justification des fonds pour servir de paravent à des transactions**: Compensation directe des produits et des charges, Vente de produits commerciales, Usages de faux

# Quelques cas de figures

3

- 1) Terroristes récupèrent des fonds dans les pays à fort potentiel financier, puis les font parvenir, via, les ONG, à des groupes armés sur les terrains du Jihad (Exple: Muslim Charity en Grande Bretagne) .
- 2) Terroristes génèrent des fonds dans ces mêmes pays et les utilisent localement (Exple: Fondation Al Haramain).
- 3) Terroristes envoient des fonds depuis l'étranger à des ONG implantées dans les pays cibles où ils souhaitent commettre des actions terroristes ou financiers des agents dormants (Exple: Benevolence International Foundation (BIF) sur la liste noire de l'ONU) .

**Surévaluation des projets: Augmenter artificiellement la valeur des besoins ou des personnes à secourir**



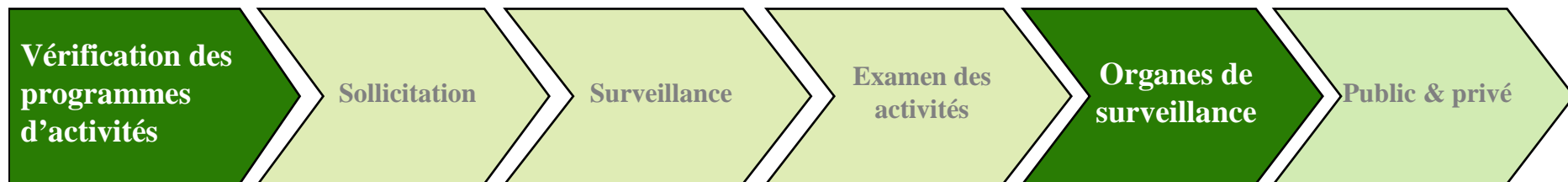
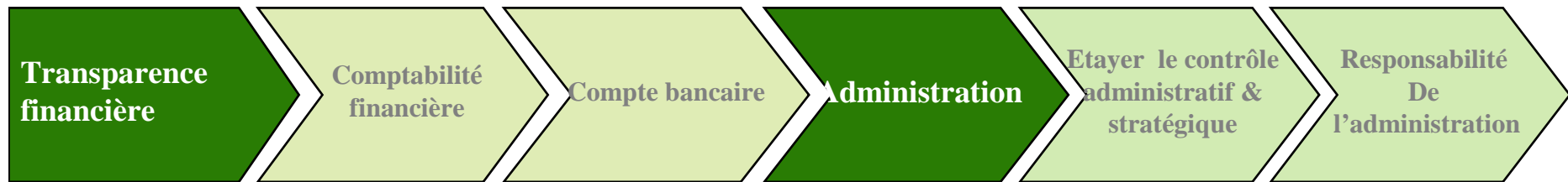
**Surfacturer les prestations: Arnaque & usage de faux.**

# Conclusion

4

**Constat:** Démarche opportuniste; difficulté à déceler les comportements suspects

**Solution:** ...Meilleures pratiques recensées par le GAFI





# Forum sur le Financement du Terrorisme



## **CORRELATION ENTRE CRISE DES SUBPRIMES ET CRIMINALITE FINANCIERE**

Mariame Ibrahim TOURE  
Consultante Indépendante, Doctorante en finance criminelle,  
Tél. +33 6 60 20 24 67, Courriel: mit62002@yahoo.fr

**Dakar, 18 décembre 2008**

# Rappel historique

1

## Des mesures prises

### 1) 1831 (Savings & Loans- S&L):

Apparition des 1ères S & L

### 1) 1929 (crise financière):

Dépôt de bilan de 1700 Savings & Loans et perte de 200 M \$ pour les épargnants

3) 1933 (New Deal): Encadrement de l'activité et surprotection du déposant

### 2) 1982 (Garn-St-Germain Act):

Dérégulation du secteur des S & L

## Conséquences

S & L = facilité d'acquisition =  
banques classiques = plus de liberté et  
moins de contrôle = plus d'assurance  
fédérale/compte

**Investissement:** 40% dans les prêts  
immobiliers et 30% dans les prêts  
à la consommation

**Prêts:** accordés jusqu'à 100%, taux  
d'intérêt choisi, argent des marchés  
boursiers au-delà des 5% de leurs  
dépôts requis traditionnellement



# Chronologie des événements (de 2000...) 2

## Evenements

- Chute des valeurs technologiques du Nasdaq (2000)
- Attentats terroristes (2001)

## Reserve fédérale

- Baisse des taux directeurs
- Injection de liquidité importante dans le système monétaire global

## Marché immobilier

- Les investisseurs profitent de taux bas voire quasi-gratuits (jusqu'à 1%) pour spéculer sur le marché immobilier
- Hausse des prix de l'immobilier

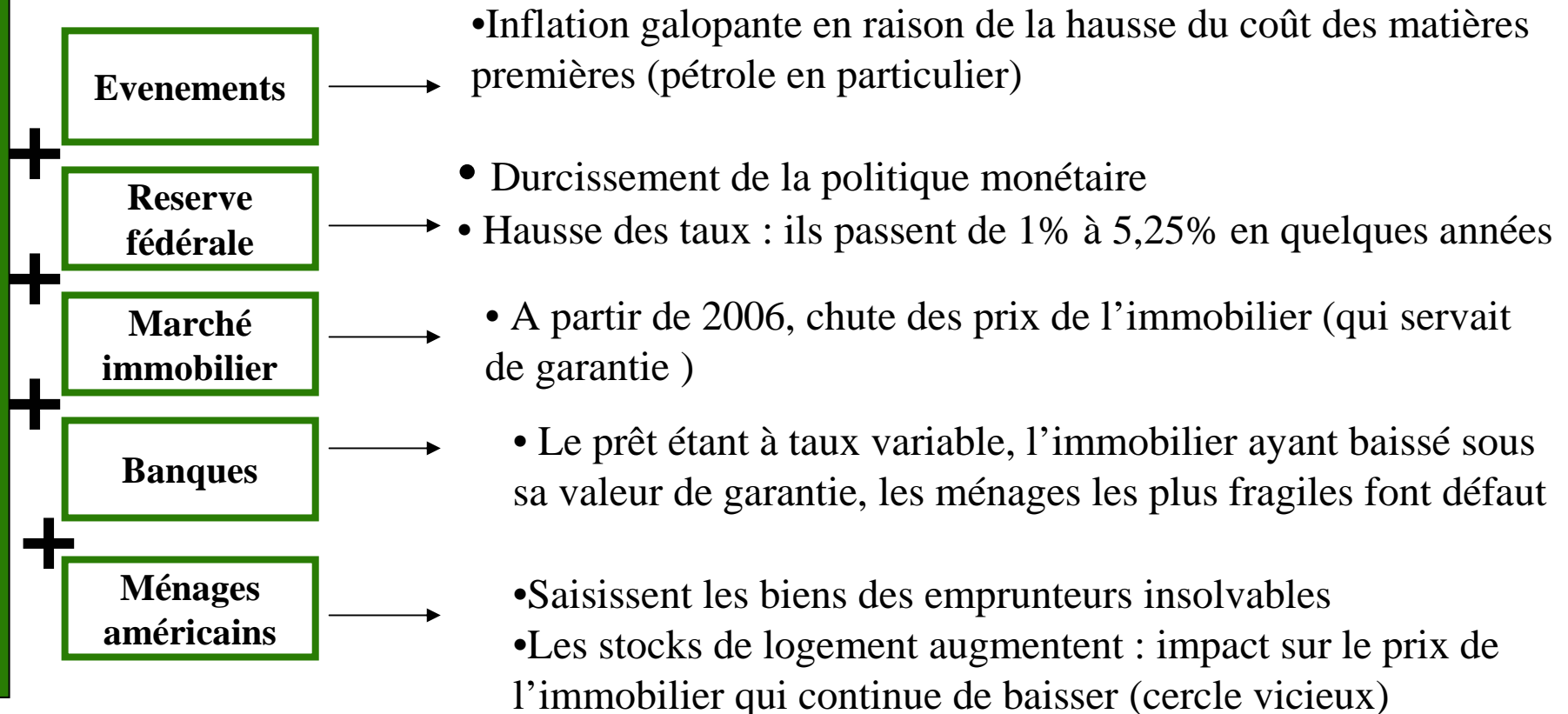
## Banques

- Prêtent généreusement
- Risque soutenu car le prêt est gagé sur la valeur de l'immobilier

## Ménage américain

- Souscrivent des prêts subprimes : taux bas les deux premières années puis le prêt est indexé sur les taux du marché
- Prêt gagé sur la valeur du bien. Possibilité d'acheter des biens d'une valeur plus importante ceux qu'ils auraient pu se payer normalement

# Chronologie des évènements (... à 2007) 3



**Défaut de paiement des emprunteurs subprime**



**Perte de la valeur des biens hypothéqués**



**Difficultés des banques à recouvrer leur créance**

# Comprendre les subprimes

4

## Définition:

C'est un crédit hypothécaire accordé à un acteur à la solvabilité faible, c'est-à-dire avec un risque de non remboursement élevé.

## Les types de crédit manipulables

- Les crédits Alt 1 (prêts menteurs)
- Les crédits helloc (home equities lines of credits)
- Les crédits ARM (adjustable rates mortgages)
- Les crédits revolving

**Emprunteurs solvables**

**Prime rate =  
LIBOR + marge**

**Banques**

**Subprime =  
LIBOR + marge  
élevée**

**Autres  
banques**

La marge est fonction du risque de non remboursement. C'est aussi le profit de la banque.

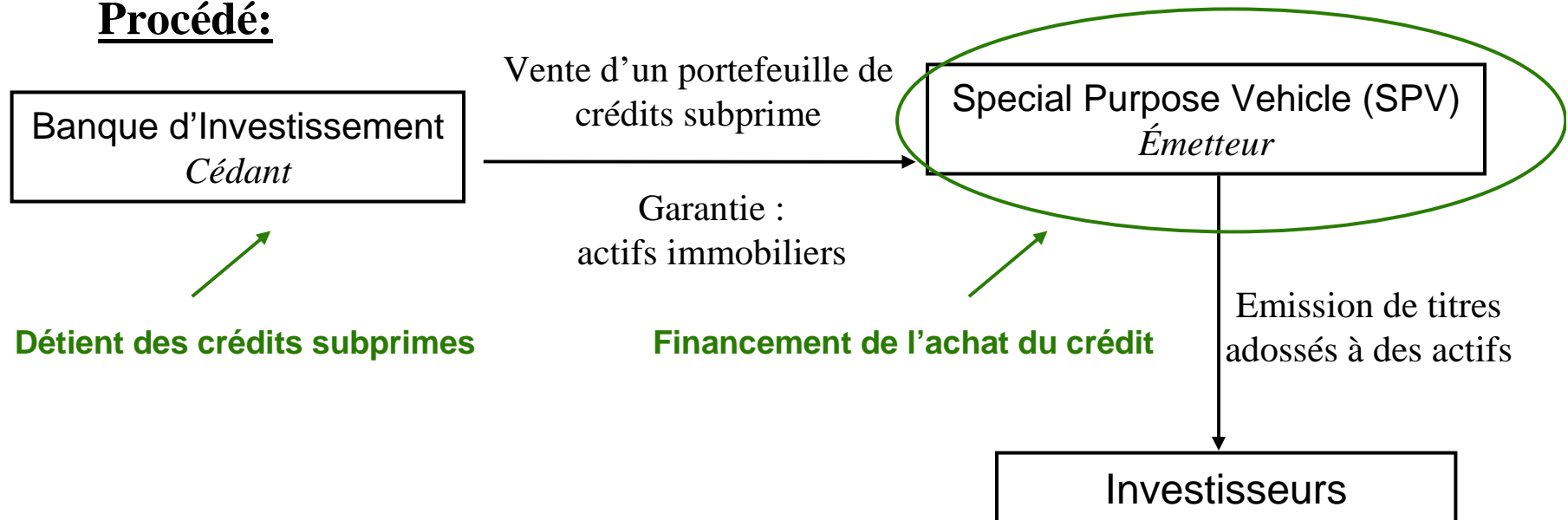
# Des subprimes à la titrisation

5

## Définition:

La **titrisation** est une technique financière qui vise à transformer des actifs peu liquides en valeurs mobilières facilement négociables.

## Procédé:



# Des subprimes à la titrisation...

6

## CDO (collateralized debt obligation)

Composition de sa structure

- Actif financier hétérogène (prêts bancaires, titres obligataires privés...)
- Dérivés de crédits



Tranches d'un CDO

- Tranche equities: risqué
- Tranche mezzanine: meduim
- Tranche senior / super senior: moins risquée

## Rating des actifs tritisés

Intervention des agences de Notation pour:

- Noter chaque titre
- Donner confiance aux investisseurs



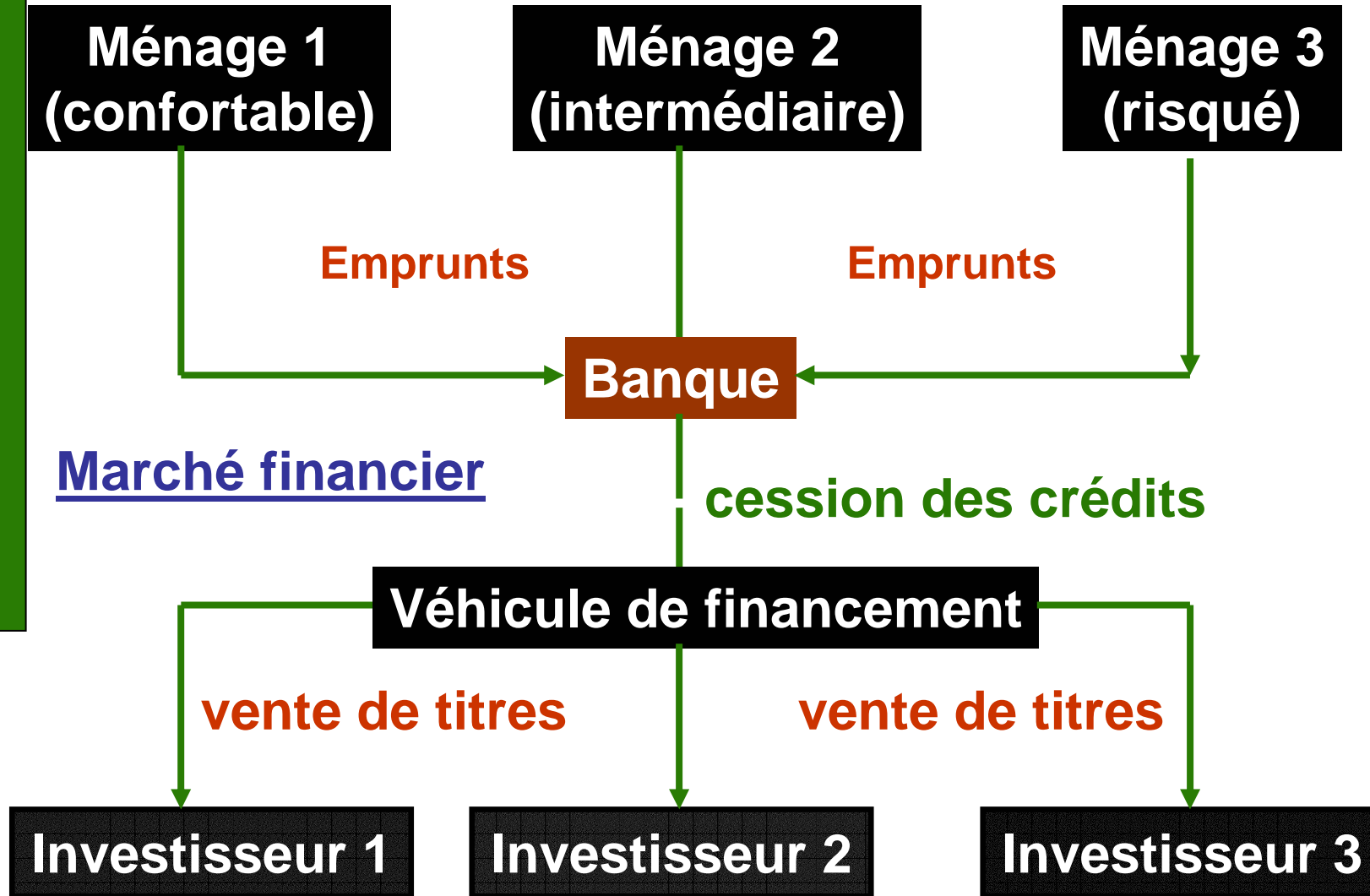
La notation consiste à donner des informations utiles aux investisseurs sur La fiabilité et la performance des portefeuilles

-Attribution d'une « chance de perte » à chaque prêt

-Attribution d'une notation Aux portefeuilles (AAA à BBB)

# Des subprimes à la titrisation...

7



# Similitude avec la fraude des années 80

8

## Mécanisme de fraude

### Acteurs

Cadres des S&L en complicité avec des acteurs extérieurs:  
Emprunteurs,  
courtiers en bourse,  
experts immobiliers

- Criminels en cols blancs (avocats d'affaires, comptables, auditeurs...)

- Gangsters traditionnels

- Mafia

### Hot deals (transactions chaudes)

- A vend un terrain à B pour 1M\$, prix du marché. B finance l'achat avec un prêt de la S&L. B revend à A le terrain pour 2M\$ grâce à une expertise truquée de la valeur du terrain. B rembourse son emprunt d'origine 1M\$ et touche 1M\$ de dessous de table qu'il partage avec A. La S&L perd 1 M\$ dans la transaction frauduleuse.

-Prêt à des hommes de paille

-Schéma de Ponzi: prêt pyramidal

-Blanchiment de l'argent sale de la mafia.

### Pillage des dépôts des S&L

Cadres: Rémunération exorbitante – salaires, bonus, dividendes, frais de mission...-, Achats divers – voitures, bijoux...-

### Trucage des pièces comptables

Manipulation des comptes et des faux en écriture.

### Corruption

Avocats, experts, auditeurs, hommes politiques

### Fraude organisée

Réseau entre cadre des S&L et leurs complices extérieurs, Réseau entre participants au plan national

# Similitude avec la fraude des années 80 9

## Des propos qui interpellent...

- Michael Mukasey, Ministre de la justice américaine
- Robert Mueller, Directeur du FBI devant le Senate Judiciary Committee
- Marcy Kaptur, Représentante démocrate de l'Ohio au Sénat.

## Des indices donnés...

### Securities and Exchange Commission (SEC)

-2007: Enquête sur des émissions d'obligation adossées aux subprimes (CDO) et autres instruments financiers complexes

-Enquêtes sur des investisseurs enrichis durant la crise, et une vingtaine de fonds spéculatifs (hedge funds)

### FBI

- 1210 dossiers de fraudes hypothécaires ouverts en 2007 soit 3 fois plus qu'en 2003
- 123 inculpations en 2006 contre 260 en 2007
- 34 groupes d'enquêteurs interagences spécialisés dans les fraudes hypothécaires furent créés en 2007

### Inculpation par le procureur fédéral de Brooklyn de:

Juin 2008: Ralph Cioffi et Mathew Tannin, tous deux gestionnaires de hedge funds de la banque d'affaires Bear Stearns fermée brutalement en 2007

### Inculpation par les procureurs fédéraux de Brooklyn

Septembre 2008: Eric Butler et Julian Tzolov, anciens courtiers du Crédit Suisse pour fraude et conspiration

### Autres investigations

-Du procureur de NY (Bourse des valeurs), du FBI (Lehman Brothers, l'assureur AIG, organismes publics Fannie Mae & Freddie Mac)



# Que faire?

10



Contrôle formel des opérations jusque dans les détails

Ressources répressives importantes et spécialisées: police, justice, régulateurs financiers et bancaires

Travailler sur les véhicules financiers les moins régulés:  
Hedges funds

Etudier et déceler les forces criminelles déstabilisantes  
de l'économie mondiale